

# Le travail, moteur du changement en Suisse

L'histoire montre que le travail dépasse nettement le cadre de l'économie : il intègre des composantes sociales et politiques et influence l'estime de soi des individus. *Jakob Tanner*

**Abrégé** La Suisse entretient de nombreux liens culturels et économiques. Des pôles sont depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle le théâtre de l'industrialisation en Europe et dans le monde. La mécanisation et les échanges économiques n'ont pas marqué le travail de leur empreinte que dans le secteur secondaire. Le travail a à son tour été un moteur de transformation important. Loin de se limiter à une dimension économique, il modifie l'image que les personnes ont d'elles-mêmes et la manière dont les autres les perçoivent. En outre, les conflits sociaux centrés sur les salaires et les conditions de travail façonnent la structure de la société. La politique économique doit aujourd'hui réussir à proposer de nouveaux modes de travail durables qui tiennent compte des intérêts des salariés. Il sera alors possible de dissiper les craintes suscitées par la numérisation et de motiver les individus à saisir les occasions qu'offrent les mutations révolutionnaires du monde du travail.

Toute histoire du travail est nécessairement une histoire croisée transnationale. Ainsi, la Révolution industrielle ne s'est pas arrêtée aux frontières de la Suisse, pas plus que les grandes crises économiques et le fort chômage qui y était lié. Les frontières sont aussi perméables aux innovations, aux transferts de technologie, aux luttes syndicales et à l'évolution du partenariat social. Ces facteurs ont influencé la grande diversité des formes et conditions de travail en Suisse, sans compter que le travail est lui-même un facteur de transformation sans lequel la Suisse ne serait pas devenue le pays que nous connaissons aujourd'hui.

Si, l'ancienne Confédération était encore essentiellement rurale et paysanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quelques régions comme l'Oberland zurichois ou Appenzell, fleurons du secteur textile, faisaient toutefois déjà partie des pôles de croissance les plus industrialisés du monde. Dans ce système proto-industriel, des travailleurs soumis à des délais de livraison très serrés produisaient à domicile et supportaient seuls le risque inhérent à l'instabilité de la conjoncture. S'ils pouvaient décider eux-mêmes du rythme et de l'intensité de leur travail, ils n'en étaient pas moins très souvent réduits à un mode d'auto-exploitation familiale, dont l'un des corollaires était habituellement le travail des enfants.

La conjonction de la modernisation de l'agriculture, de l'industrialisation et de la concurrence du marché mondial fit d'une

part naître de nouvelles sources de revenus et provoqua d'autre part la paupérisation des masses, qui ne tarda guère à devenir un problème politique. Les patrons des nouvelles fabriques, avec leur mentalité de maître et seigneur, maniaient tour à tour la carotte (caisses de secours, logements du personnel) et le bâton (règlements de fabrique assortis de lourdes sanctions). Ils se sont également opposés par tous les moyens à la création de syndicats ouvriers.

## Les machines marquent la cadence

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la production industrielle se diversifie et la palette de professions tertiaires augmente (transports, communication, commerce, tourisme, éducation, santé, administration). La «mécanisation au pouvoir» (Sigfried Giedion), qui se manifestait déjà dans le système proto-industriel des entreprises familiales, accède à une nouvelle dimension – et pas uniquement dans les grandes entreprises. Le travail des hommes subit de plus en plus le diktat des machines : il faudra la première loi fédérale sur les fabriques de 1877 (inspirée par la loi glaronnaise qui avait été la première de Suisse en 1864) pour que soit adoptée la durée maximale du travail journalier, limitant ainsi l'arbitraire patronal. Les conditions de travail n'en restent pas moins précaires : journée de travail de onze heures, maigres salaires, air vicié, éclairage insuffisant, température, bruit et puanteur

insupportables. En outre, les entrepreneurs contournent systématiquement la nouvelle assurance responsabilité civile en cas d'accident, pourtant obligatoire. Faisant l'objet d'un débat animé, la «question sociale» porte en grande partie sur les conditions de travail. Pour que des progrès soient réalisés, il faudra attendre que soient conclues des conventions collectives de travail (CCT), régies par le code des obligations à partir de 1911 et dont le champ d'application sera étendu à l'ensemble de la branche concernée à partir de 1941. Ces CCT sont aujourd'hui encore la pierre angulaire du partenariat social en Suisse.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les rapports entre les sexes évoluent dans le monde du travail. Si les femmes constituent l'essentiel des effectifs dans l'industrie textile, elles sont désormais évincées par des hommes dans les nouveaux secteurs porteurs (chimie, électricité, mécanique). Les branches de l'hôtellerie-restauration, de l'administration, de la vente et des soins corporels créent des groupes de professions typiquement féminines, moins bien rétribués que les professions masculines et moins soutenus par les syndicats.

Le taux d'emploi des femmes recule à partir de la Première Guerre mondiale. La même tendance est observée pour la «basse classe» du marché suisse du travail que constituent les travailleurs migrants, souvent actifs dans des branches peu attrayantes : si leur nombre avait considérablement augmenté à partir des années 1880, il amorce un déclin à partir de 1914 pour atteindre un plancher historique en 1941. Il ne repartira nettement à la hausse qu'après 1945.

Dans les années 1920, la Suisse est considérée comme un pays industrialisé : l'agriculture n'emploie guère plus qu'un quart de la population active, alors que plus d'un tiers des salariés se consacrent à diverses professions du tertiaire. Leur statut d'employé leur permet de marquer une distance par rapport aux ouvriers. Les autres salariés travaillent dans le secteur secondaire, qui connaît un «engouement pour l'efficacité» à la mode américaine : la taylorisation et l'organisation

scientifique du travail s'érigent en nouveaux paradigmes. Il faudra toutefois attendre la longue ère de prospérité de l'après-guerre pour que s'impose la production rationalisée à la chaîne, obéissant au nouveau slogan de la « politique de productivité ».

Le secteur agricole voit ses effectifs baisser et devient toujours plus dépendant des intrants chimiques et mécaniques en dépit d'une tradition folklorique bien vivante dans les campagnes. Dans les foyers, de nouveaux appareils électriques (machine à laver, réfrigérateur, aspirateur, fer à repasser, mixeur et, plus tard, le lave-vaisselle) révolutionnent les travaux ménagers non rétribués. Ces « tâches domestiques » sont exécutées essentiellement par des femmes, qui doivent en outre satisfaire à des normes d'hygiène et à de nouveaux canons esthétiques et émotionnels exigeants. C'est aussi durant ce miracle économique que l'ordinateur fait son apparition et déclenche dès les années 1960 des processus d'automatisation et de numérisation qui stimulent la productivité dans divers secteurs de l'économie.

### « Êtes-vous quelqu'un ? »

Ces profondes mutations du monde du travail sont allées de pair avec une évolution notable de l'importance et du prestige des différentes formes d'activités. Durant le Moyen Âge et le début des Temps modernes, le travail était assimilé à l'effort, à la gêne et à la pauvreté. Encouragés par la devise « Ora et labora » (« prie et travaille »), les pauvres voyaient alors dans leur dévouement une œuvre de piété qui leur ouvrait les portes du paradis. À l'inverse, les nantis et les puissants se targuaient de ne pas se livrer à des activités physiques pénibles. Ils devaient toutefois, par un juste retour des choses, lire dans la Bible qu'il était plus facile à un chameau de passer par le chas d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux. Ces grilles religieuses d'analyse de la réalité sont restées bien vivantes jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, renforcées par l'esprit de classe de l'aristocratie. La façon dont la patricienne bernoise Louise Elisabeth de Meuron-von Tschanner (1882–1980) s'adressait aux inconnus symbolise parfaitement cette attitude : « Êtes-vous quelqu'un ou touchez-vous un salaire ? »

Cette vision du travail rémunéré était en fait déjà anachronique à l'époque de l'État fédéral de 1848, qui s'était doté de principes démocratiques. Fondement de la Suisse de 1848, le libéralisme a revalorisé le travail. Gottfried Keller l'a d'ailleurs encensé dans l'ode composée à l'occasion de la première

exposition nationale de 1883 (« Ô Patrie [...] seul le travail t'enrichit ! ») et le travail est également magnifié dans des proverbes tels que « Arbeit ist des Bürgers Zier » (« le travail est la fierté du citoyen »). En plein essor à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement syndical pose un regard ambivalent sur la situation : les ouvriers pourraient être tout, mais ne comptent pour rien dans le capitalisme. C'est le travail qui produit la totalité des biens économiques, mais il est exploité par le capital. Les Églises réagissent elles aussi à l'aggravation de la lutte des classes en proposant une nouvelle vision du lien entre travail et salaire : le « Rerum Novarum », encyclique sociale catholique du « pape des ouvriers » Léon XIII publiée en 1893, est révolutionnaire.



« Êtes-vous quelqu'un ou touchez-vous un salaire ? » La patricienne bernoise Elisabeth de Meuron (1882–1980) avait vision plutôt dédaigneuse du travail rémunéré.

### Les dangers de la numérisation

Nous traversons aujourd'hui à nouveau une phase dans laquelle s'aggravent les conflits autour de la définition et de l'interprétation de la notion de « travail ». Si la perspective d'une « usine sans être humain » suscitait encore dans les années 1960 le sentiment positif de s'affranchir d'une corvée, les mégadonnées et l'Internet des objets avivent aujourd'hui les craintes de pertes d'emplois. Quelques chercheurs comme l'anthropologue américain David Graeber mettent en garde contre le

plein emploi obtenu au prix de « jobs à la con » (sic!) ; d'autres prédisent la disparition massive de pans entiers du marché du travail conjuguée à la précarisation et au chômage, du fait de l'essor de la numérisation. Plus optimistes, certains supposent que l'on pourra résoudre ces problèmes en lançant une vaste offensive de formation et de qualification de la main-d'œuvre. Le gouvernement allemand a ainsi lancé l'initiative « Plattform Industrie 4.0 », largement commentée dans d'autres pays : le but est de fondre des tendances contradictoires dans une vision positive. Des démarches semblables ont été entamées en France (« Industrie du futur ») et au Japon (avec son initiative sur la chaîne de valeur industrielle).

À l'avenir, le débat sur le travail se cristallisera principalement autour de deux questions litigieuses. La première concerne les inégalités sociales : ces dernières décennies, l'insécurité et la crainte de déclassement social ont gagné le gros des salariés, tandis que les salaires des dirigeants d'entreprise ont

pris l'ascenseur. Au bas de l'échelle, le problème des travailleurs pauvres se pose dans toute sa gravité : bien qu'ils travaillent à plein temps, ils ne gagnent pas suffisamment pour joindre les deux bouts. Avec toutes ses facettes, cette évolution porte en elle le germe de nombreux conflits. La seconde question, plus fondamentale, s'intéresse à ce qu'une société considère comme travail et honore en tant que tel. Avec la normalisation de la « journée de travail », le champ sémantique du terme « travail » s'est rétréci au cours du dernier siècle, pour l'essentiel au détriment des femmes : il n'englobe actuellement plus de nombreux actes indispensables au bon fonctionnement de la société, qui vont du soin (« care ») aux services sociaux, en passant par les tâches ménagères et familiales. Ces actes ne sont pas rangés parmi les activités à valeur ajoutée, et encore moins rémunérés.

Toutes les controverses autour de la définition et des possibilités de survie du travail ont une dimension sociopolitique, de

sorte qu'elles ne peuvent pas simplement être clarifiées par des arguments économiques. La nécessité d'harmoniser la mutation actuelle du monde du travail avec les enjeux écologiques pour aller vers un développement durable complexifie encore ces problèmes. En Suisse comme ailleurs, le travail reste l'un des axes fondamentaux des débats qui façonnent l'identité de notre société moderne.



**Jakob Tanner**

Professeur émérite d'histoire suisse et universelle des Temps modernes, université de Zurich

## Bibliographie

Bernet Brigitta et Tanner Jakob (2015). *Ausser Betrieb: Metamorphosen der Arbeit in der Schweiz*. Zurich : Limmat Verlag.  
Boillat Valérie et al. (Éd.) (2006). *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*. Lausanne : Antipodes.  
Giedion Sigfried (1980). *La mécanisation au pouvoir: Contribution à l'histoire anonyme*. Paris : Centre Georges Pompidou.

Graeber David (2018). *Bullshit jobs*. Paris : Les liens qui libèrent.  
Gruner Erich (1968). *Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert*. Berne : Francke.  
Halbeisen Patrick, Müller Margrit et Veyrassat Béatrice (Éd.) (2012). *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*. Bâle : Schwabe Verlag.

Jäger Reto, Lemmenmeier Max, Rohr August et Wiher Peter (1986). *Baumwollgarn als Schicksalsfaden. Wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklungen in einem ländlichen Industriegebiet (Zürcher Oberland) 1750–1850*. Zurich : Chronos.  
Leonhard Jörn et Steinmetz Willibald (Éd.) (2016). *Semantiken von Arbeit: diachrone und vergleichende Perspektiven*. Cologne : Böhlau Verlag.

Schürpf Markus et al. (2015). *Le travail. Photographies provenant de Suisse 1860–2015*. Zurich : Limmat Verlag.  
Archives sociales suisses (Éd.) (1982). *Arbeitsalltag und Betriebsleben: zur Geschichte industrieller Arbeits- und Lebensverhältnisse in der Schweiz*. Dörschoten : Rüegger.